

La pêche, composante de la souveraineté alimentaire

par Pierre Vuarin*

Début septembre 2001, Cuba a constitué un lieu important de rencontre entre paysans et pêcheurs. C'est un paradoxe dans un pays où les pêcheurs artisans sont peu nombreux et peu organisés. Mais, pendant trois jours, une trentaine de personnes, issues d'organisations de pêcheurs et d'ONG d'appui au secteur de la pêche d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Sud et du Nord se sont réunies pour réfléchir sur les grands enjeux du futur et pour formuler des propositions au niveau international. Cette rencontre était due à l'initiative d'un groupe de personnes impliquées dans ce secteur, qui estimaient important de créer un nouvel espace d'échanges et d'élaboration de propositions, du fait de la scission survenue fin 2000 dans l'organisation mondiale des pêcheurs et travailleurs de la pêche. Cette rencontre a précédé le Forum Mondial de Souveraineté Alimentaire qui était organisé à la Havane par une douzaine d'organisations de la société civile (1) et a abordé l'ensemble des défis posés par l'alimentation des peuples.

L'opportunité d'intégrer la question de la pêche dans celle, plus vaste, de l'alimentation à l'occasion du Forum Mondial a constitué l'un des motifs pour se mobiliser. Le temps de travail associant pêcheurs et membres d'ONG a été l'occasion d'un échange très ouvert sur les enjeux actuels et futurs. Le texte qui a été rédigé et approuvé à cette occasion (cf. encadré) constitue une contribution citoyenne importante pour défendre et promouvoir une pêche et une aquaculture durables au niveau mondial. Il insiste sur le rôle et la place des organisations de pêcheurs et de travailleurs de la mer, mais il représente avant tout l'expression d'un groupe de citoyens pêcheurs et membres de la société civile défendant une certaine conception de la pêche, des communautés humaines et de la gestion des mers et des eaux intérieures. Ce « groupe de la Havane » pourrait constituer, à l'avenir, si le besoin s'en faisait sentir, un pôle d'initiatives pour d'autres discussions et échanges au niveau international.

Ce groupe a donc participé au Forum Mondial de Souveraineté Alimentaire qui s'est déroulé du 3 au 7 septembre à La Havane. Une des grandes avancées de ce Forum fut précisément la participation active des représentants des organisations de pêcheurs et la place prise par la pêche dans les débats. La pêche est souvent marginalisée ou complètement oubliée dans les discussions sur l'alimentation. On peut parler de l'agriculture, des organisations de paysans, mais la pêche, la gestion des ressources des mers ou des eaux douces sont le plus souvent négligées.

* Co-animateur du Réseau APM Mondial et responsable de programme à la Fondation Charles Léopold Mayer.

(1) Dans la dynamique de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

À La Havane, ce ne fut pas le cas, la présence d'une trentaine de représentants du secteur de la pêche parmi les quatre cent personnes présentes a été très effective. Les organisations de paysans, les ONG impliquées sur les questions d'alimentation

Résistance

« Les communautés de pêche artisanale, tout comme les communautés de paysans sont confrontées à la contradiction existant entre les politiques économiques de libre échange et les aspects de durabilité de l'environnement, d'équité sociale, de sécurité et de souveraineté alimentaire. Les communautés de pêcheurs artisans perdent de plus en plus l'accès à leurs propres ressources. Les traités internationaux, les accords de libre échange, l'OMC et, en général, l'application de politiques néo-libérales ont abouti à la privatisation des ressources.

Face à cela, les pêcheurs artisans, gardiens du patrimoine maritime du monde, se lèvent pour ratifier la dignité de la lutte pour un monde responsable et solidaire et proposent une alliance avec les paysans, les peuples autochtones et la société civile, afin d'exercer la souveraineté alimentaire des peuples, de tous les peuples de la terre. Ils s'engagent à :

- Exercer la souveraineté alimentaire au niveau local et régional par la protection des ressources halieutiques et favoriser l'utilisation du poisson et des ressources maritimes exclusivement en vue de la consommation humaine.

- Exiger la mise en place et la protection de zones de réserve d'utilisation exclusive pour la pêche artisanale, ainsi que la reconnaissance de leurs droits territoriaux dans la zone côtière et dans les eaux intérieures.

- Œuvrer pour la ratification et l'application immédiate des accords des Nations Unies sur la protection des mers et des océans et les droits des communautés côtières et de la pêche artisanale. Ils refuseront tout accord et (ou) traité sur la cession des droits de pêche à des Etats tiers et l'usage des pavillons de complaisance de pêche dans la zone économique exclusive.

- Proposer un modèle de gestion de pêche environnementalement et socialement durable, contrôlé par l'Etat, et qui s'appuie sur une participation directe des organisations de pêcheurs.

- Développer un modèle alternatif à l'aquaculture intensive de caractère industriel, intégré au système traditionnel de production. Par ailleurs, ils refusent l'introduction et la production d'organismes génétiquement modifiés.

- Élaborer de nouvelles formes de rapports entre la science, les scientifiques et les communautés de pêcheurs, en mettant l'accent sur les sciences sociales, afin que le savoir-faire des pêcheurs soit valorisé et que soit reconnue leur expression culturelle propre.

- Lancer des campagnes nationales et internationales de dénonciation des politiques publiques nationales et internationales qui portent atteinte aux communautés de pêcheurs ; de même lorsque l'activité industrielle de la pêche et de l'aquaculture met en danger la sécurité et la souveraineté alimentaires.

- Rejeter les mécanismes de subvention qui visent à créer une surcapacité de pêche et portent ainsi atteinte aux intérêts des pêcheurs artisans, et perturbent les marchés locaux, régionaux et internationaux. Ils refusent les actions de l'OMC, de la Banque mondiale, du Fond Monétaire International et d'autres organismes, le commerce international non réglementé ainsi que les ajustements structurels des économies nationales qui ne répondent qu'aux intérêts des grandes entreprises internationales et à la libre circulation des capitaux.

- Élaborer des stratégies et mener des actions communes au niveau local, national, régional et international pour le total respect des droits des pêcheurs artisans, des petits agriculteurs, des communautés indigènes et des peuples autochtones à la sécurité de leur alimentation ».

Extraits de la déclaration et des accords de la rencontre internationale sur la pêche artisanale et la souveraineté alimentaire
(La Havane, septembre 2001).

ont pris en compte les organisations de pêcheurs présentes et ont fait alliance avec elles. Dans la même logique, quelques représentants du monde agricole avaient été associés par les pêcheurs à leur Assemblée internationale de Loctudy (Morbihan), en octobre 2000.

En suivant l'analyse du responsable chilien des pêcheurs, Pedro Avendaño, au cours de cette rencontre, « la relation entre la pêche artisanale et l'agriculture paysanne a plusieurs fondements : le sentiment d'appartenance à une communauté ; une relation d'ordre culturel avec les ressources naturelles ; l'affrontement partagé à des processus de dérégulation des systèmes de gestion traditionnels, du foncier ou des zones de pêche, dérégulation liée à une tendance à la privatisation de l'accès aux ressources ». Par ailleurs, tant pour la pêche artisanale que pour l'agriculture de logique paysanne, la productivité est plus importante si la production est réalisée à petite échelle ; enfin, de nombreux ruraux sont simultanément pêcheurs et agriculteurs. Il en découle forcément des « luttes partagées ».

Au delà de cette prise en compte des questions de la pêche, le Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire de La Havane constitue un événement de portée historique. En effet, c'est la première fois que des organisations de la société civile prennent l'initiative d'une rencontre autonome, par rapport à la tenue des grands sommets de la FAO ou de l'OMC, pour débattre, à un niveau mondial, de propositions sur l'alimentation. Conjuguer en même temps la résistance à une libéralisation dévastatrice et mettre en débat des propositions sur l'alimentation, tel était l'enjeu principal. L'objectif était que ces propositions prennent en compte et articulent les questions de nutrition, de gestion des ressources naturelles, de réformes agraires et de gestion foncière, de mise en place de systèmes alimentaires durables, de rejet du « brevetage » du vivant et des OGM, et aussi celles de la régulation mondiale des marchés. Sur la base du travail accumulé depuis une dizaine d'années par des organisations comme FIAN, sur le droit à l'alimentation, le Réseau APM Mondial – qui a rédigé des cahiers de propositions dans tous ces domaines (2) –, Via Campesina (3) ou des organisations de pêcheurs, ce Forum a pu se concrétiser par une déclaration commune de qualité et d'autres documents de travail pertinents.

L'annulation du Forum des ONG, lors du sommet de la FAO de novembre 2001, faute de soutien du gouvernement italien, renforce la valeur de ce Forum Mondial de La Havane (4).

Pierre Vuarin

(2) Réseau de promotion de l'« Agriculture paysanne » www.apm-monde.com

(3) Voir ci-après la contribution de **J. Cabaret** au titre de cette internationale syndicale paysanne.

(4) Cette dynamique et ses résultats seront aussi présents lors du Forum Social Mondial de Porto Alegre de janvier 2002. Les initiateurs de ce Forum ont décidé de préparer un deuxième Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire qui pourrait se dérouler en 2003 ou 2004.